

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez vous !



N°68 MARS 2023

Fondée le 1<sup>er</sup> mai 1968  
Relancée en 2010

# La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

3,5  
MILLIONS DE  
GRÉVISTES  
LE 7 MARS !

NUIT D'ÉMEUTES  
LE JEUDI 16 MARS

# ET MAINTENANT ?

LUTTE DES CLASSES

Actions Robin des Bois,  
sabotages : nouvelle forme  
de lutte de classes ?

P. 4

THÉORIE

Qu'est-ce que  
le féminisme  
prolétarien ?

P. 9

FEMMES EN LUTTE

Les femmes dans  
la Commune  
de Paris (1871)

P. 16



## EN UNE

Tête de cortège pendant la manifestation du 7 mars 2023 contre la réforme des retraites.

Photographie de Benjamin Guillot-Moueix.

## ÉDITO

# Des millions dans les rues, et maintenant ?

Le 7 mars est passé, et l'appel a été entendu : les plus grandes manifestations depuis 30 ans ont battu le pavé dans toutes les villes du pays, grandes, moyennes et petites. Des millions de personnes sont sorties, ont crié, chanté, pesté contre la réforme des retraites, et plus largement contre le gouvernement de la bourgeoisie. Noires de monde, les rues se sont remplies en même temps que la puissance électrique des centrales se vidait grâce aux actions coup de poing de certains travailleurs.

Et en réponse... le silence. Macron, trop occupé à faire le colon en Afrique, a ignoré le 7 mars, et le 8, il a préféré « honorer » Gisèle Halimi dans la plus grande hypocrisie. Même l'intersyndicale, qui a pourtant ses habitudes dans les ministères, n'a pu que se plaindre d'un gouvernement qui fait la sourde oreille et refuse de les recevoir.

Voilà la réalité : nous sommes des millions et ils nous ignorent. Pire, on voit la crise politique de la bourgeoisie s'approfondir avec l'utilisation du 49-3 qui permet au gouvernement de se passer du vote à l'Assemblée Nationale. La démocratie française est, de façon visible pour le monde entier, une farce. Le Parlement n'est qu'un théâtre où se jouent des pièces sans enjeu. Suite à l'annonce de la décision du gouvernement, des dizaines de milliers de personnes

sont descendues dans la rue dans des cortèges improvisés et des manifestations illégales, entraînant la peur des maires et préfets. Les courageuses mobilisations des éboueurs sont cassées par des réquisitions brutales qui bafouent le droit de faire la grève.

Alors que faire maintenant ? Doit-on se résigner et suivre la voie de la conciliation, rentrer dans nos appartements trop chers et nos maisons à crédit, reprendre nos tafs à la noix, et attendre la prochaine fois ? Aurait-on dû écouter les sociaux-démocrates et la CFDT et arrêter la révolte s'il y avait eu un vote à l'Assemblée ? Non, il faut arrêter de jouer au jeu de l'État bourgeois, au jeu du Parlement, etc. On continue de s'étonner de perdre face à un adversaire qui a toutes les cartes en main et écrit les règles !

Le mouvement contre la réforme des retraites démontre la nécessité d'une direction authentiquement révolutionnaire et prolétarienne au mouvement social, seule capable de faire réagir la bourgeoisie au pouvoir. Elle ne l'écouterait pas, non, ne négociera pas avec lui, non plus. Mais elle ne pourra que claquer les dents de peur face à la puissance d'une classe ouvrière unie qui lui annonce que son temps est venu, qu'il est l'heure de jeter aux poubelles de l'Histoire son système tout entier par la nécessaire révolution.

# VIVE LA GRÈVE !

## SOMMAIRE

- 4 Actions Robin des Bois, sabotages : nouvelle forme de lutte de classes ?
- 5 Émeutes du 16 mars : la France s'embrace
- 6 Incident chimique aux États-Unis : le capitalisme nous empoisonne
- 8 Kanaky : vers la conciliation avec l'État colonial français ?
- 9 Théorie : qu'est-ce que le féminisme prolétarien ?
- 12 Mexique : cartels et autorités corrompues déclarent la guerre aux communautés paysannes
- 14 Paris : hommage à Pierre Overney
- 15 8 mars : retour en photos
- 17 La place des femmes pendant la Commune de Paris
- 18 L'exploitation du prolétariat et la surexploitation des femmes prolétaires
- 19 Jeux olympiques : un événement (imp)populaire

## la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause\_du\_Peuple) et par mail : [causedupeuple@protonmail.com](mailto:causedupeuple@protonmail.com)

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

## 1 BORDEAUX : VICTOIRE DES GRÉVISTES DE SABENA TECHNICS

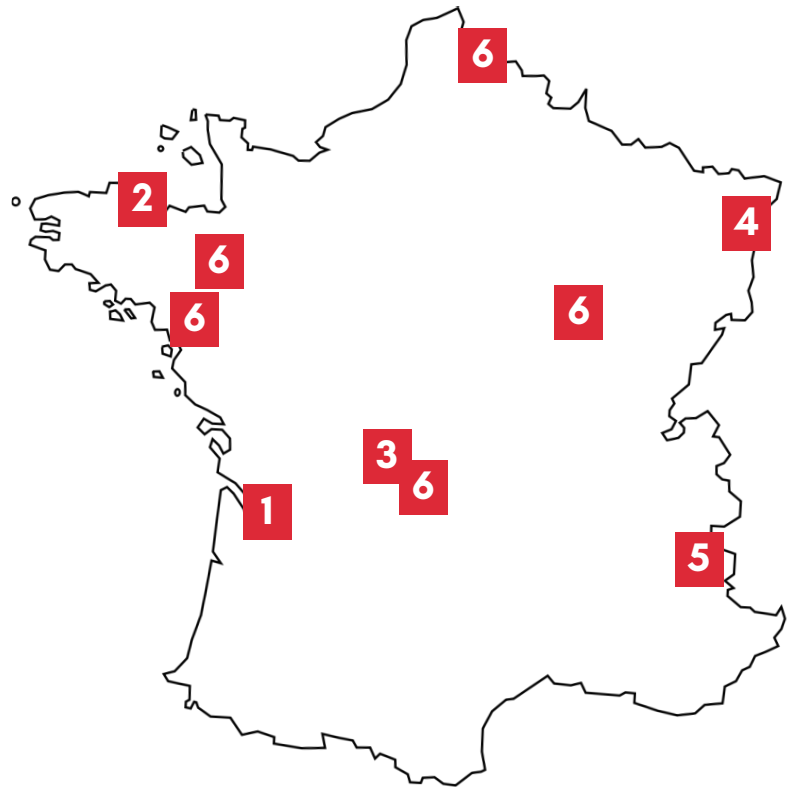
Plus de 400 grévistes ont arraché, à Mérignac près de Bordeaux, une augmentation de 140 € brut après une grève de 7 jours. 98 % des employés de la production de ce sous-traitant aéronautique ont suivi le mouvement. Mené par beaucoup de jeunes salariés, le mouvement a dépassé l'accord de seulement 100 € brut pour les 39 heures négocié par le syndicat CFE-CGC. Cette victoire pour eux, accompagnée d'agitation dans la zone industrielle, démontre la capacité des grèves à répondre aux revendications.

## 2 CÔTES-D'ARMOR : PIQUET DE GRÈVE AU BRICO-DÉPÔT DE PLÉRIN

Un piquet de grève a été tenu au Brico-Dépôt, pour une augmentation des salaires de 200 € net, contre la proposition de 3 % d'augmentation de la direction. Brico-Dépôt, comme de nombreux magasins des zones commerciales, est une enseigne qui connaît depuis maintenant deux ans des mouvements de grève locales récurrents pour les augmentations de salaire. Le secteur des grands magasins, dominé par les enseignes privées, bouge de plus en plus.

## 3 LIMOGES : UN SITE LEGRAND BLOQUÉ PENDANT LA LUTTE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Les camions d'approvisionnement d'un site de Legrand (entreprise du CAC40) ont été bloqués et le courant du site a été coupé. La direction a essayé de faire passer un camion dans l'autre sens, sauf que le conducteur a rejoint le mouvement et a décroché la remorque sous les regards désespérés des responsables des ressources humaines de Legrand venus sur le site du blocage. Des travailleuses et travailleurs d'autres branches soutiennent les grévistes de Legrand dans cette occupation.



## 4 STRASBOURG : À CASTORAMA, IL ENTAME UNE GRÈVE DE LA FAIM POUR LES HAUSSES DE SALAIRES

Xavier Gaspard, vendeur peinture et syndiqué CGT au Castorama de Strasbourg, entame une grève de la faim et dort toutes les nuits dans sa voiture sur le parking du magasin. Il réclame une hausse de salaire pour tout le monde, au-delà des maigres 39 € nets que l'entreprise a concédés. Il dénonce que certains de ses collègues ne peuvent plus manger à leur faim ou prendre de logement. Castorama a versé 481 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires l'année passée, tandis que l'augmentation de 39 € nets pour tous les employés ne représente que 663 000 €, soit 0,1 % de la somme versée aux actionnaires.

## 5 ISÈRE : LES AIDES-SOIGNANTES D'EHPAD EN GRÈVE

Plus de 3 semaines de mobilisation ont mené à leur grève du 13 mars. Les aides-soignantes de

l'EHPAD *Les Coralies*, dans l'Isère, en ont assez, comme beaucoup d'autres. Alors qu'elles font tourner l'EHPAD, une industrie très rentable, leur salaire de base n'a augmenté que de 20 centimes en quinze ans. Dans cet établissement, la place commence à 3000 € par mois pour la résidence, soit bien plus que le salaire d'une aide-soignante qui doit s'occuper d'un grand nombre de personnes.

## 6 UNIVERSITÉS : UNE TRENTAINE DE FACULTÉS BLOQUÉES DANS LE MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Depuis le 7 mars, et parfois avant, une trentaine de sites universitaires sont bloqués : Rennes 2, Nantes, Dijon, Lille 3, Limoges... Étudiantes et étudiants réclament le retrait de la réforme des retraites et occupent souvent les lieux. Les écoles publiques d'architectures (ENSA) sont également mobilisées en nombre.

# Actions Robin des Bois, sabotages : nouvelle forme de lutte de classes ?

Propulsées sur le devant de la scène par l'attention médiatique, des actions ne cessent de faire les unes : des coupures de courant ciblées chez des politiciens ou dans des grands sites de production, de l'électricité gratuite pour les centres sociaux, les barres HLM ou les quartiers populaires. Tout ça, revendiqué par des communiqués syndicaux aux airs de revendication d'actions directes illégales. Sur les plateaux TV, les élus et les bourgeois font des pieds et des mains pour dénoncer, tandis que les syndicalistes assument tout, même l'illégal.



Des grévistes de la CGT Énergie, opposés à la réforme des retraites, ont bloqué le siège d'Enedis à Limoges, avec une trentaine de véhicules. Ils ont envoyé les clés des camions à l'Elysée. En parallèle, une opération "Robin des bois" a été menée dans la zone commerciale au nord de la ville.

Est-ce nouveau tout ça ? En réalité non. Dans les grandes grèves des années 1930, 1940, 1950, etc, on trouvait des sabotages de l'outil de travail par les prolétaires, c'est vieux comme l'exploitation ! De la même manière, l'utilisation de l'outil de travail ou du travail collectif pour créer de la solidarité ouvrière et du soutien pour le mouvement se retrouve dans tous les mouvements de grève durs dès le 19<sup>ème</sup> siècle. Dès 1900, c'était l'époque de « l'Éteigneur d'Étoiles », surnom de l'anarcho-syndicaliste Émile Pataud qui coupait le courant à Paris en cas de grève. Ce n'est donc pas nouveau.

Mais ce n'est pas du réchauffé pour autant ! Si ces actions font les gros titres aujourd'hui, c'est car le train-train intersyndical nous a habitués depuis 30 ans à des mouvements legalistes qui se concentrent sur des manifestations bien encadrées comme il faut. Mais le fond de l'air a changé : les Gilets Jaunes sont passés par là.

arrivent par elles-mêmes à la conclusion que la violence révolutionnaire n'est pas seulement légitime, mais nécessaire.

Cependant, le sabotage ciblé, les blocages ouvriers, les actions « coup de poing », ne sont pas une fin, mais simplement un moyen. Il ne

**Sans mouvement révolutionnaire général, les courageuses actions menées partout resteront lettre morte et ne pourront qu'isoler leurs auteurs**

Du coup, même Laurent Berger de la CFDT doit admettre que parmi ses adhérents, l'idée d'appliquer la violence dans la lutte de classes par l'action illégale a fait son chemin.

faut pas les idéaliser : sans mouvement révolutionnaire général, les courageuses actions menées partout resteront lettre morte et ne pourront qu'isoler leurs auteurs. Si ceux-ci ne sont plus soutenus par les larges masses, alors l'État bourgeois et sa justice de classe pourront les écraser dans l'impunité, tout comme il écrase les révoltes dans les banlieues. Ainsi, cette évolution de la lutte de classes n'est pas une nouveauté, mais un certain « retour aux fondamentaux » rafraîchissant... qui ne doit pas nous faire perdre de vue l'organisation générale de la classe ouvrière pour son émancipation révolutionnaire.

Dans la CGT, quelques fédérations portent les mots d'ordre les plus radicaux et prennent le risque de l'action illégale. Cela fait grincer les dents de la bourgeoisie, et même de certains dirigeants syndicaux. Au sein des centrales, on s'engueule sur les modalités d'action : coupures sauvages, baisse de production, blocage de sites ou bien barrages filtrants... Il y a de l'agitation dans l'air. De plus en plus de personnes

◀ Déjà dans les années 40, la bourgeoisie paniquait des sabotages organisés par les syndicats « rouges ».





# Émeutes du 16 mars : la France s'embrase

**Le 16 mars, admettant qu'ils n'auraient pas la majorité des députés avec eux, Macron et Borne décident d'engager la responsabilité du gouvernement et faire adopter la loi sans vote du parlement (Article 49-3). Dans la soirée et dans la nuit, le pays connaît des émeutes sans précédent dans le mouvement.**

Le gouvernement ne prend pas de risque et accélère la cadence dans l'adoption d'une nouvelle attaque sur notre classe. Les grèves et blocages durent depuis la veille : des axes routiers, des sites de production d'énergie, des dépôts pétroliers, des points de collecte d'ordure, etc. À l'annonce du recours au 49-3, les réactions sont immédiates et des appels à manifester fusent, devant l'Assemblée Nationale et les préfectures partout dans le pays. Plusieurs milliers de personnes bravent les dispositifs policiers pour défilé en dehors des parcours syndicaux classiques.

## **Plus de 300 interpellations**

À Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Nantes, Rennes, les manifestations prennent la forme d'émeutes et des dizaines de feux sont allumés sur les parcours pour désorganiser la police. Dans d'autres villes, des manifestations sauvages, où se mêlent jeunes et moins jeunes, ont lieu. La combativité est grande, avec des tirs

de mortiers d'artifice en direction des flics en réponse aux tirs de LBD qui blessent régulièrement des manifestants. À Nantes, des cocktails Molotov sont lancés. Partout, les agences d'intérim briseuses de grèves sont prises pour cible. C'est aussi le cas des agences immobilières qui volent chaque mois l'argent des locataires. À Rennes, la devanture d'un commissariat a également été cassée et des pillages de magasin ont eu lieu. La répression s'organise immédiatement : 310 personnes ont été interpellées, dont 258 sur Paris (près de 4 % du cortège).

## **Des barricades en feu**

Dans la capitale, un rassemblement s'organisait à la Concorde, avec des milliers de travailleurs et plusieurs centaines de jeunes en cortège depuis la Sorbonne. Très vite en début de soirée, les manifestations tentent de déborder les abords de la place et les lignes de police. Des barricades sont érigées et des incendies allumés dans chaque rue pour défier la Gendarmerie mobile et la BRAVM (Brigade de répression de l'action violente motorisée). Les rues se dépavent et les affrontements s'emballent, les manifestants saisissant tout projectile à portée de main alors que les flics répriment avec les gaz lacrymogènes. Le tout à une centaine de mètres du palais de l'Élysée.

## **Rennes, « bastion de l'ultra-gauche »**

Ce jeudi 16 mars, un cap a été franchi dans la mobilisation, ces rassemblements spontanés

ont dépassé l'agenda syndical et su rattraper celui du gouvernement. La stratégie de « guérilla parlementaire » de l'opposition a montré sa totale inutilité face à la combativité de la rue. Dès le lendemain, le ministre de l'intérieur a convoqué une réunion d'urgence avec l'ensemble des préfets pour redéfinir les modalités du maintien de l'ordre suite aux émeutes. Une attention particulière est donnée à Rennes, décrite comme un « bastion de l'ultra-gauche ». La CRS 8, corps de répression spécialisé dans les violences urbaines, y est envoyée le jour même.

## **Toujours plus de combativité**

Vue la faiblesse des appareils syndicaux et la sectorisation de la grève reconductible, des formes d'actions se généralisent sortant les opposants du carcan de leur boîte, cassant l'isolement corporatiste. Les soutiens à la grève des éboueurs viennent d'autres corps de métiers et des universités. Les points de blocages plus ou moins spontanés se transforment aussi en lieux d'organisation et d'échange. Les masses retiennent ici beaucoup du mouvement des Gilets jaunes qui avait mis en échec le gouvernement il y a quatre ans. La persistance de la grève et le caractère massif des manifestations dans les petites et moyennes villes n'y sont pas étrangères. La seule solution est ici la reconduction des actions de grève et de blocage toujours plus combatives vers une réelle direction prolétarienne révolutionnaire.

# Incident chimique aux États-Unis : le capitalisme nous empoisonne

**Le 3 février, un train déraile dans l'Ohio. Le problème, c'est qu'il contient des tonnes de produits chimiques hautement toxiques et cancérigènes qui vont être déversés dans la nature. Le plus atroce dans cette histoire ? Le drame aurait pu être minimisé, voire évité.**

Le chlorure de vinyle est un composé chimique souvent utilisé dans la fabrication de plastique PVC. À température ambiante, il se présente sous la forme d'un gaz toxique totalement incolore et hautement inflammable. Sauf que parmi la cinquantaine de wagons qui ont déraillé aux États-Unis, à East Palestine dans l'Ohio, une vingtaine en étaient pleins. En plus, quand le chlorure de vinyle brûle, il libère des fumées toxiques : chlorure d'hydrogène, phosgène, monoxyde de carbone... Sauf qu'après l'accident, les autorités américaines ont pris la décision d'enflammer eux même le contenu des wagons afin d'éviter une explosion non contrôlée. Les photos de la colonne de fumée noire et opaque s'échappant de l'incendie font froid dans le dos. Et ce qui est tout aussi glaçant, c'est de savoir que des solutions alternatives plus lentes auraient pu être envisagées afin de diminuer les risques à court et long terme pour la population et l'écosystème local.

## Du pain béni pour l'extrême droite

Mais les capitalistes ont bien appris leur leçon : le temps c'est de l'argent. Le capitalisme s'est développé grâce aux chemins de fer, rouages essentiels de ce système. Un axe ferroviaire bloqué « trop » longtemps, c'est moins de matières premières et de marchandises acheminées, et donc une baisse des profits. D'autant que le transport de marchandises par rail aux États-Unis est particulièrement efficace, et transporte 38 % du volume total des marchandises. Les compagnies de chemin fer y possèdent et exploitent plus de 225 000 kilomètres de lignes, et réalisent un chiffre d'affaires de plus de 80 milliards de dollars chaque année. L'enjeu économique derrière le fonctionnement de ces rails est donc immense. Alors forcément, le gouvernement yankee a choisi l'option la plus rapide, même si c'est

la plus dangereuse : celle de se débarrasser des produits chimiques par une explosion « contrôlée », quitte à ce qu'ils se répandent dans l'environnement. Et le Parti démocrate au pouvoir a aussi tout fait pour passer l'affaire sous silence, et s'éviter une mauvaise presse. Ils sont même allés jusqu'à l'arrestation d'un journaliste qui tentait de se rendre sur place pour couvrir le sujet. La complicité du gouvernement yankee dans cette gestion calamiteuse de l'accident n'est qu'une preuve de plus que l'appareil politique bourgeois n'a aucune considération pour la vie de ses habitants. Industriels et politiques font corps dans la protection du capital. Ce silence est d'autant plus grave qu'il est du pain béni pour l'extrême droite américaine et les complotistes. Donald Trump, leur plus fier représentant, n'a pas attendu pour se rendre sur place et

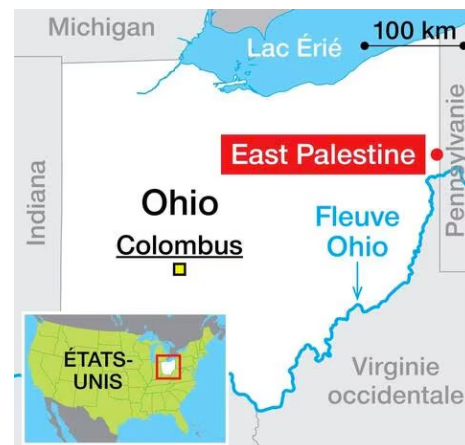
**L'enjeu économique derrière le fonctionnement des rails est immense : les compagnies de chemin fer réalisent un chiffre d'affaires de plus de 80 milliards de dollars chaque année**

tirer son épingle du jeu, en jouant la carte du politicien compatissant, contrairement à toute la caste démocrate du pays ! Bien sûr, ce n'est pour l'extrême droite américaine qu'un énième jeu de pouvoir, plutôt qu'un réel drame humain et environnemental.

## Les plus pauvres en payent le prix

Et comme à chacun de ces désastres, les instituts d'études ne connaissent pas ou sous-estiment (en étant bien souvent complices des autorités locales) les effets de long terme sur la santé humaine. Ainsi, l'EPA<sup>1</sup> a déclaré le 12 février

<sup>1</sup> Agence de protection de l'environnement aux États-Unis.



que la pollution au chlorure de vinyle et chlorure d'hydrogène était négligeable, l'eau potable et l'air non pollué. On peut déjà douter de ces résultats, mais il faut aussi noter que l'agence n'a pas recherché la présence de phosgène... Qui est pourtant un gaz tellement toxique qu'il est considéré comme une arme chimique<sup>2</sup> et est interdit par la convention de Genève. Les populations sont condamnées à vivre avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête suite à l'exposition aux produits chimiques toxiques, n'ayant souvent pas le luxe de déménager. La catastrophe à East Palestine est loin d'être un cas isolé ! En France, on attend encore des nouvelles concernant les retombées sanitaires de l'explosion de l'usine pétrochimique de Lubrizol. Et ce sont toujours les plus pauvres qui payent le prix des crimes « accidentels » de la bourgeoisie : par exemple, l'État français relègue systématiquement les populations roms dans des aires d'accueil proches de zones industrielles, de périphériques et d'usines classées Seveso<sup>3</sup> où la qualité de l'air présente de grands risques pour la santé. Des procès impliquant la responsabilité pénale de grands industriels dans la mort et l'empoisonnement de populations se tiennent toujours des décennies après. Partout dans le monde, c'est le même système qui nous empoisonne. Le prolétariat est la première victime des risques industriels, la misère les maintenant captifs des zones polluées.

<sup>2</sup> Le phosgène a été utilisé durant la Première Guerre mondiale par la France et l'Allemagne, il est responsable de plus de 100 000 morts gazés et de 80 % des décès causés par les armes chimiques durant ce conflit.

<sup>3</sup> Classification d'établissements industriels présentant un risque technologique.



▲  
La colonne de fumée après le déraillement d'un train, à East Palestine, le 6 février 2023.

### **Plus de 43 000 animaux morts**

Et c'est sans parler du désastre pour l'ensemble de l'écosystème. La colonne de fumée polluante qui s'est dégagée suite au déraillement et à l'incendie s'est déplacée pendant 11 jours le long de la rivière Ohio avant de se dissiper. Or cette rivière est une source d'eau potable pour 5 millions de personnes, et un élément essentiel pour la survie de la faune et la flore locales. La zone est désormais polluée et des émanations toxiques vont sans doute perdurer, en particulier lorsqu'il pleuvra. Dans les ruisseaux alentours, on peut observer des reflets huileux dans l'eau et des poissons morts. Les autorités locales ont elles-mêmes fini par admettre en partie le désastre, décomptant plus de 43 000 animaux morts au 23 février, principalement des poissons et autres animaux aquatiques. Mais l'EPA continue d'affirmer que les produits chimiques n'ont pas eu d'effet sur les animaux terrestres... Alors même que de nombreux habitants d'East Palestine, une petite ville ouvrière, ont témoigné que leurs bêtes et animaux de compagnie avaient eu des difficultés respiratoires, voire des arrêts cardiaques. Et lors des réunions publiques, beaucoup ont expliqué avoir des nausées,

des maux de tête, les yeux qui brûlent. Il est probable que les effets les plus graves ne pourront être pleinement mesurés qu'au long terme, à travers des cas des cancers : une aubaine pour les coupables, qui peuvent en attendant nier toute responsabilité.

## **Les cheminots de la compagnie avaient alerté depuis longtemps sur l'état désastreux des lignes ferroviaires états-uniennes, mais les dirigeants avaient refusé d'investir**

### **Des risques prémédités**

Dans l'affaire du train d'Ohio, c'est la compagnie ferroviaire Norfolk Southern qui est la première responsable. Aux États-Unis, le réseau de

chemins de fer est détenu par des compagnies ferroviaires privées qui exploitent leurs propres voies. Norfolk Southern est le quatrième plus grand réseau de chemins de fer du pays, avec un revenu record de 12,7 milliards de dollars l'année dernière. Mais les cheminots de la compagnie avaient alerté depuis longtemps sur l'état désastreux des lignes ferroviaires états-uniennes, sans que leurs revendications légitimes ne débouchent sur un investissement. Au contraire, ce sont 20 000 d'entre eux qui ont été licenciés entre 2018 et 2019. C'est une nouvelle preuve qu'on ne peut se fier qu'aux travailleurs, les seuls à se défendre eux et notre classe tout entière. Les dirigeants d'entreprises refusent d'investir dans des travaux d'entretien essentiels pour assurer la sécurité de tous, alors ils font un pari dangereux : ça passe ou ça casse. Littéralement. L'effondrement du pont de Gênes en 2018 suite à un défaut de maintenance par des sociétés italiennes en est un triste exemple. La gestion privée des infrastructures est une menace. Ce ne sont pas des accidents, mais des "risques" prémédités que sont prêtes à prendre les entreprises pour faire des économies, au prix de nos vies.

# Suriname : les masses en révolte contre l'impérialisme américain



◀ Les manifestants s'attaquent au bâtiment de l'Assemblée Nationale du Suriname.

Le 17 février dernier, les masses surinamaises sont descendues dans la rue de la capitale Paramaribo pour protester contre les mesures d'austérités imposées par leur gouvernement comprador<sup>1</sup>. En effet, alors que l'ancienne colonie néerlandaise d'Amérique du Sud connaît un taux d'inflation de plus de 54 %, le gouvernement de Chan Santokhi a choisi de supprimer de nombreuses aides concernant l'essence, les produits de première nécessité

<sup>1</sup> Dans un pays dominé, c'est la classe bourgeoise au service des impérialistes étrangers.

ou encore l'électricité. Santokhi n'est qu'un énième valet de l'impérialisme yankee (USA) : c'est le FMI<sup>2</sup> qui a demandé ces mesures, après avoir accordé au Suriname l'année dernière un prêt de 690 millions de dollars, à la condition que le gouvernement applique des politiques d'austérité extrême. Le FMI démontre à nouveau son rôle historique d'agent de l'impérialisme yankee dans le monde, exigeant des réformes d'austérité et de libéralisation des

<sup>2</sup> Fonds Monétaire International.

marchés à de nombreux pays, plongeant alors leurs populations dans une pauvreté criminelle. Ne nous y trompons pas, les prêts accordés sont irremboursables : c'est l'assurance, pour les États-Unis, de garder la mainmise sur les ressources locales. Car en février 2022, on a découvert du pétrole au Suriname... Et, bien sûr, les États-Unis veulent s'assurer que cette ressource ne tombe pas aux mains de la Chine. Encore une fois, les masses de cette semi-colonie<sup>3</sup> se retrouvent prises dans le jeu de l'impérialisme. Mais elles se révoltent et opposent à l'impérialisme et à la trahison de la bourgeoisie comprador une grève générale de deux jours, et de grandes manifestations dans la capitale. Elles ont alors pu, armées de cailloux et de bouteilles, déborder la police locale, piller de nombreux magasins et incendier des lieux de pouvoir du gouvernement.

<sup>3</sup> Une semi-colonie est un pays officiellement indépendant mais sous la domination économique d'un autre État.

## Kanaky : vers la conciliation avec l'État colonial français ?

Cela fait plus d'un an que le dernier référendum d'autodétermination a été voté par la population de Kanaky. Cet archipel est connu en métropole sous son nom colonial "Nouvelle-Calédonie". Les résultats du référendum étaient marquants : 96 % de "non" à l'indépendance, et plus de 53 % d'abstention. Ces chiffres sont dus à l'appel au boycott du FLNKS<sup>1</sup>. Et même si le gouvernement clame que « la Nouvelle-Calédonie restera donc française », depuis novembre 2022, Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, tâche d'arrondir les angles avec la Kanaky. Le but des discussions en cours n'est pas de permettre aux Kanaks de s'autodéterminer, mais bien de servir les intérêts de la France. Le Pacifique constitue en

<sup>1</sup> Front de libération nationale kanak et socialiste.

effet 60 % de la zone économique maritime française.

Et le FLNKS semble se prêter au jeu de ces discussions. Lors de son congrès les 25 et 26 février dernier, ils ont annoncé par le biais d'un porte-parole vouloir « un esprit de dialogue et de construction » avec le gouvernement français. Même s'ils réclament toujours une pleine souveraineté et veulent un bloc indépendantiste, le fait que le congrès se centre uniquement sur les discussions avec le ministre de l'intérieur est assez révélateur. Les mouvements, partis et syndicats présents abandonnent clairement les perspectives révolutionnaires pour l'indépendance du peuple kanak. L'unité historique qu'ils ont réussi à obtenir

est mise en place uniquement pour se plier aux cadres proposés par le gouvernement colonial.

La venue de Darmanin est pour le coup passée assez inaperçue : le peuple kanak a d'autres préoccupations que des discussions sans débouchés avec les institutions françaises. En effet, depuis des mois, la Kanaky subit de plein fouet la crise économique et des réformes qui vont encore plus appauvrir les masses. La stratégie de conciliation que les politiques, les syndicats et associations adoptent depuis des années est un réel échec pour les masses kanak. La lutte pour l'indépendance ne peut pas se faire main dans la main avec l'État français, mais par le peuple !



# Théorie : qu'est-ce que le féminisme prolétarien ?

À Paris, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles ont obtenu leurs revendications après 22 mois d'une grève historique dans le milieu.

**Souvent, dans notre journal, nous parlons de féminisme prolétarien, pour parler de la ligne politique du prolétariat dans le mouvement des femmes. Qu'entendons-nous par là ?**

Nous allons citer un texte fondateur : « Le marxisme, Mariategui et le mouvement des femmes », rédigé dans les années 1970 par le *Movimiento Feminino Popular* (MFP) du Pérou. Nous invitons toutes nos lectrices et tous nos lecteurs à le lire.

Que nous apprend-il, en synthèse ?

1. Que les femmes, comme les hommes, sont divisées en classes dans la société actuelle, ce qui leur donne des intérêts opposés et les différencie.
2. Que les classes dominantes ont toujours voulu justifier la soumission des femmes par le mensonge d'une soi-disant « nature féminine » qui serait inférieure.
3. Que les poussées révolutionnaires ont permis aux femmes de conquérir des droits, qui ont été supprimés par les classes réactionnaires. Les intérêts du mouvement féministe et de la lutte populaire sont identiques, le premier s'inscrit dans la seconde.
4. Que « pour le marxisme, les femmes, tout autant que les hommes, ne sont qu'un ensemble de relations sociales, historiquement adaptées et changeantes en fonction des changements

*de la société dans son processus de développement. La femme est donc un produit social, et sa transformation exige la transformation de la société. »*

5. Que pour émanciper les femmes, « *il existe une identité de lutte entre le mouvement féministe révolutionnaire et la lutte de la classe ouvrière pour la construction d'une nouvelle société* » et que « *l'émancipation des femmes travailleuses doit être l'œuvre des femmes travailleuses elles-mêmes* ».

**« Le féminisme, en tant qu'idée pure, est essentiellement révolutionnaire »**

6. Que le féminisme n'a pas émergé par hasard, mais par la politisation et l'incorporation des femmes dans le travail manuel et intellectuel salarié : « *Les environnements adéquats pour le développement du mouvement féministe sont les salles de classe des universités et les syndicats.* »

7. Que « *le féminisme a, nécessairement, plusieurs couleurs, plusieurs tendances. Dans le féminisme, on peut distinguer trois tendances fondamentales, trois couleurs de fond ; le féminisme bourgeois, le féminisme petit-bourgeois et le féminisme prolétarien.* »

8. Que « *le féminisme, en tant qu'idée pure, est essentiellement révolutionnaire* » et comme la révolution doit être faite par le prolétariat, un

mouvement réellement féministe veut la révolution et servir le peuple et doit donc être un mouvement féministe prolétarien.

9. Enfin, que les femmes du peuple et du prolétariat doivent s'organiser, car pour faire face à ses ennemis et lutter pour ses intérêts de classe « *le prolétariat n'a d'autre recours que de s'organiser ; ce principe s'applique au peuple, qui n'est fort que s'il est organisé et donc aussi aux femmes, qui ne peuvent lutter avec succès que si elles sont organisées.* »

Ce ne sont, bien sûr, que quelques unes des nombreuses leçons de ce texte et de l'analyse marxiste de l'émancipation des femmes qui est presque aussi vieille que le marxisme lui-même. Le MFP du Pérou se développe tout au long des années 1970 sur la base de ces idées et il organise largement les femmes grâce à celles-ci. Dans la révolution, le MFP fournit de nombreuses combattantes et est considéré comme une des organisations les plus efficaces. Dans un pays où le patriarcat est fort, comme le Pérou, les femmes du MFP ont prouvé qu'il est possible pour les femmes du peuple de transformer leur existence grâce à un féminisme prolétarien réellement mis en pratique et appliqué dans une grande révolution.

► Lire le texte « *Le marxisme, Mariategui et le mouvement des femmes* » :



# Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

## 1 GABON

Début mars, Macron s'est rendu au Gabon, sous le prétexte de la préservation des forêts gabonaises. Mais le contexte laisse à penser que l'objectif est tout autre. Car depuis plusieurs mois, les masses de nombreux pays d'Afrique de l'ouest et centrale s'organisent contre l'ingérence française : au Burkina-Faso, au Mali, au Tchad... Face à l'affaiblissement de l'impérialisme français, et au renforcement de l'impérialisme russe, qui veut exploiter les ressources naturelles de ces pays, Macron se plie en quatre pour maintenir la Françafrique. C'est la première fois depuis 14 ans qu'un président français vient au Gabon. Et le hasard fait bien les choses ! Ce faisant, il apporte un soutien à son ami le président Ali Bongo, qui se présente une fois de plus aux élections dans quelques mois. Face à cette situation, les Gabonais, loin de tolérer la venue du président français, s'organisent pour le recevoir comme il se doit, avec des concerts de casseroles et des opérations "ville morte". Ils demandent la fin de l'ingérence française au Gabon, la fin du Franc CFA (monnaie coloniale depuis 1958) et la fermeture de la base militaire française à Libreville. Juste avant l'arrivée de Macron (hasard du calendrier sans doute...), le gouvernement gabonais a fait enlever l'opposant Privat Ngomo, connu pour détester l'ingérence française.

## 2 ROYAUME-UNI

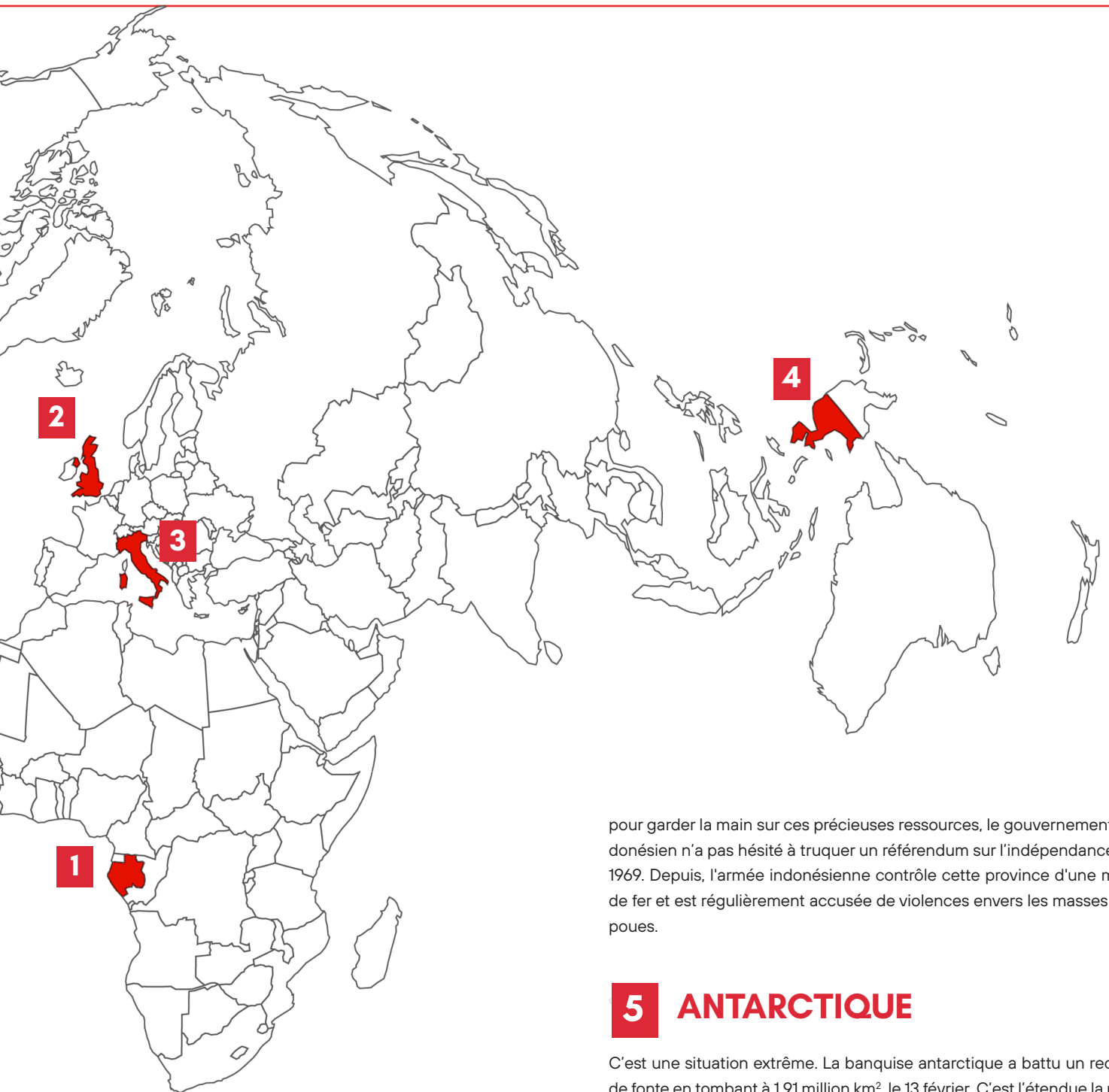
Les rayons fruits & légumes des supermarchés britanniques sont vides. Le pays est frappé par une vague de pénurie, et les supermarchés sont nombreux à avoir mis en place un système de rationnement, en limitant par exemple l'achat de tomates à deux par caddie. En cause, d'abord, des conditions météorologiques extrêmes : l'été dernier a été le plus chaud enregistré dans le pays, qui a ensuite été frappé par une série de gelées intenses et prolongées. Il faut aussi noter que la plupart des ouvriers agricoles étaient des saisonniers étrangers qui ont été mis à la porte par le Brexit, générant un manque de main d'œuvre pour les grands producteurs. Ce n'est pas la seule conséquence du Brexit, qui a aussi compliqué les importations venues d'Europe, dont le Royaume-Uni dépend largement. Les prolétaires britanniques sont les premiers à souffrir de ce rationnement doublé d'une augmentation des prix : les grandes surfaces sont vides de légumes, mais les chips et autres produits transformés ne manquent pas. Tandis que les plus riches peuvent se tourner vers les producteurs locaux, dont les rares paniers de fruits et légumes coûtent une fortune. Et bien sûr, la bourgeoisie au pouvoir se moque des masses anglaises : le ministre de l'environnement a osé dire que le

problème, c'était que les Britanniques voulaient des légumes qui ne sont pas de saison, et leur a dit de manger des navets à la place. Quelques jours plus tard, c'était au tour des navets d'être en rupture de stock.

## 3 ITALIE

Des milliers de personnes ont marché pendant deux jours à Florence, en Italie, après une attaque fasciste contre des lycéens. Un élève du lycée Michelangelo avait protesté contre la présence de fascistes diffusant des tracts devant le bâtiment. Il avait alors été passé à tabac par les six individus fascistes appartenant à l'organisation Azione studentesca (« Action étudiante »), la branche de jeunesse de Fratelli d'Italia. Ce parti d'extrême droite est celui de la cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, qui n'a pas réagi à l'attaque. Celle-ci a pourtant été filmée et la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, ce qui a entraîné de grandes manifestations antifascistes dans la ville.





## 4 PAPOUASIE OCCIDENTALE

L'Armée de libération nationale de la Papouasie occidentale (TPNPB), branche militaire du principal groupe indépendantiste de Papouasie, a revendiqué le 7 février dernier une prise d'otage. Le groupe a ciblé un avion de la compagnie Susi Air, qui a atterri à l'aéroport de Paro, dans la région montagneuse de Nduga, et capturé son pilote de nationalité néo-zélandaise. En échange de sa libération, le groupe armé demande que l'Indonésie reconnaisse l'indépendance de la Papouasie, et réclame une rencontre avec le président indonésien Joko Widodo. La Papouasie occidentale est une ancienne colonie néerlandaise, qui s'était déclarée indépendante en 1961, avant d'être de nouveau colonisée deux ans plus tard par l'Indonésie voisine. Le territoire est riche en or et en cuivre, et

pour garder la main sur ces précieuses ressources, le gouvernement indonésien n'a pas hésité à truquer un référendum sur l'indépendance en 1969. Depuis, l'armée indonésienne contrôle cette province d'une main de fer et est régulièrement accusée de violences envers les masses papoues.

## 5 ANTARCTIQUE

C'est une situation extrême. La banquise antarctique a battu un record de fonte en tombant à 1,91 million km<sup>2</sup>, le 13 février. C'est l'étendue la plus faible jamais enregistrée depuis le début des relevés satellites, en 1979. Ce rétrécissement continue de s'aggraver jour après jour, alors que la glace de mer du pôle Sud n'atteint son minimum annuel qu'autour de la fin février/début mars, normalement. Plusieurs hypothèses : des vents plus forts que la moyenne ont apporté de l'air chaud, mais on assiste aussi et surtout à un réchauffement de l'océan, ce qui aurait fait fondre la banquise sous la surface. Cette fonte aggrave le dérèglement climatique de la région, car une banquise en bonne santé agit comme un régulateur thermique sous plusieurs aspects. Or l'avenir des glaciers géants de l'Antarctique est un enjeu majeur : l'effondrement du plus gros glacier entraînerait une élévation du niveau des mers de 65 cm, tandis que la disparition de l'ensemble de l'Antarctique de l'Ouest, à l'échelle de plusieurs siècles, pourrait faire grimper les océans de plus de 3 mètres. Comme à son habitude, la bourgeoisie se moque des conséquences de l'exploitation qui l'enrichit. L'urgence climatique nous impose une urgence révolutionnaire.



Manifestations pour la défense des paysans au sud du Mexique, contre l'aménagement du corridor interocéanique de Tehuantepec.

## Mexique : cartels et autorités corrompues déclarent la guerre aux communautés paysannes

Il y a au Mexique une opposition de longue date entre les populations paysannes autochtones d'un côté, les investisseurs et l'État de l'autre, sur la propriété des terres agricoles. Celles-ci ont été acquises par les paysans au début du siècle dernier, sous forme de coopératives locales (Ejido). Les pouvoirs publics, en collusion avec les bourgeois mexicains, mettent alors en place des stratagèmes pour changer le régime de propriété de ces terres en truquant les votes des assemblées communautaires, jusqu'à "faire voter les morts", afin de valider les transferts de propriété des terres des communautés autochtones aux grands groupes ou pouvoirs publics. Actuellement, pour s'être opposé à ces vols de faits, une quinzaine de mandats d'arrestations sont en cours contre des têtes du mouvement paysans de l'isthme<sup>1</sup> de Tehuantepec, au sud du pays, ce que dénonce l'Assemblée des peuples autochtones.

Ce mois de février, une délégation du Haut-commissariat des Nations unies au Mexique s'est rendue dans l'isthme suite à une

série de violences visant des paysans, perpétrées par les autorités étatiques. Ces attaques se sont intensifiées après que les paysans aient expulsés les représentants de l'entreprise La Peninsular, qui avaient entrepris des travaux sur leurs terres sans le consentement de l'assemblée de la communauté. Cette entreprise

**Derrière ces actes de guerre, c'est la rentabilité du commerce de la superpuissance des USA qui est en jeu**

est détenue par le millionnaire Hank Rhon, homme d'affaire et politicien controversé déjà accusé de deux meurtres. Suite à l'expulsion, l'État a envoyé les militaires intimider les paysans et retirer les blocages du chantier. Ils ont été « maîtrisés par l'occupation militaire » et « il y a des points de contrôle tous les jours dans la zone d'accès », d'après l'Union des

Communautés Indigènes de la Zone Nord de l'Isthme. À ce jour, 4 000 militaires de la marine sont déployés dans l'isthme pour assurer le contrôle et le harcèlement des populations autochtones rurales<sup>2</sup>.

L'isthme de Tehuantepec est large d'environ 200 kilomètres. C'est la bande de terre continentale la plus étroite du Mexique. Un projet d'infrastructures de l'État cherche à relier l'Asie aux principaux ports des USA (Texas, Floride, New-York) et indirectement l'Europe via cet isthme. Plus de 2 milliards de dollars sont dédiés à ce projet, sous le nom de "corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec" (CIIT), incluant la réalisation d'une ligne ferroviaire. Le projet est présenté par les autorités comme permettant de rattraper les « retards économique et sociaux » de la population, en réduisant de 5 jours le transit via le canal de Panama. Toutes sortes de crimes sont commis depuis contre les communautés s'opposant à ce projet, tels que la dépossession, l'extorsion, les menaces, les agressions et les homicides.

<sup>1</sup> Bande de terre resserrée entre deux mers ou deux golfes et réunissant deux terres.

<sup>2</sup> « Mexique : L'isthme de Tehuantepec attaqué », Blog du journal *Mural*, publié le 11 février 2023.

En septembre et octobre 2022, des terres de communautés opposées au projet ont été attaquées par des groupes armés liés à des cartels criminels, en collusion avec des politiciens corrompus. Lorsque la police est arrivée sur place, les victimes sont devenues les principales accusées et un paysan a été arrêté et admis à la prison de Tehuantepec pendant trois mois. Il est aujourd'hui assigné à domicile. Des scènes similaires ont eu lieu dans des communautés voisines, où un paysan a été assassiné par un commando armé, et un autre blessé, suivant toujours le même schéma suivant intérêts communs et alliance entre les pouvoirs publics et les cartels, puis violences visant les paysans insurgés contre la spoliation de leurs terres.

Le 29 janvier 2023, des individus armés à bord d'au moins 10 camions sont entrés dans la communauté de *Rincón Tagolaba*. Ils ont détruit des tuyaux d'irrigation, des poteaux, des clôtures, des vergers et d'autres biens des familles paysannes, qui ont vécu 5 heures de terreur sous une pluie de coups de feu tirés par les paramilitaires. Malgré l'appel à l'aide des autorités, la réponse a été tardive et à leur arrivée les criminels étaient déjà partis, menaçant de revenir. Suite à cet assaut, plus de 40 organisations de différentes régions du pays ont signé une déclaration de soutien aux communautés de Tehuantepec, dénonçant la collusion entre les groupes paramilitaires et les forces publiques : « *La Garde nationale est arrivée sur les lieux après un long moment et, par coïncidence, les agresseurs se sont retirés quelques minutes auparavant, prenant tout le temps nécessaire pour ramasser les douilles, mais laissant les preuves des destructions et des incendies qu'ils ont provoqués contre la population. [Les coupables sont] devenus propriétaires terriens à cause de la violence et des paramilitaires, et ils opèrent aujourd'hui au service de groupes criminels, d'entreprises privées et de différents niveaux de gouvernement qui, d'une manière ou d'une autre, veulent imposer le corridor interocéanique de l'Isthme de Tehuantepec (CIIT). Pour cette raison, ils commettent toutes sortes de dépossessions des terres communales et des petites propriétés situées à côté des zones touchées par ce mégaprojet. [...] Nous soulignons que face à ces attaques des groupes mercenaires et paramilitaires, et à la complicité de l'État, la réponse des peuples est l'organisation et la mobilisation combattive.* »<sup>3</sup>

Mobilisés contre les grands propriétaires et les cartels, les paysans mexicains affrontent indirectement les grands monopoles états-unis. Derrière ces actes de guerre, c'est la rentabilité du commerce de la superpuissance des USA qui est en jeu, et encore une fois l'impérialisme qui se trouve à la source des maux des exploités.

Photo de l'Assemblée d'État organisée par *Sol Rojo* à Oaxaca, le 14 janvier 2023.



## Le mouvement révolutionnaire au Mexique

Contre les attaques des bandits armés à la solde des intérêts impérialistes et des grands propriétaires, les communautés agraires s'organisent. Derrière cette bataille se joue la priorité de la terre et la question du pouvoir. Le 13 janvier 2023 se tenait un grand forum du "Front des organisations d'Oaxaca" (FORO), réunissant plus de 200 délégués représentant les différentes expressions des mouvements indigènes, paysans, populaires et ouvriers de cet État du sud du Mexique<sup>1</sup>. Le lendemain, plus de 150 délégués étaient présents à "l'Assemblée d'État" de l'organisation *Sol Rojo* (Soleil rouge) d'Oaxaca, membre du FORO<sup>2</sup>. L'organisation a déclaré à cette occasion qu'elle suivait les « trois avec » du président Mao : « *vivre avec le peuple, travailler avec le peuple et combattre aux côtés du peuple* ».

Le 17 janvier, le camarade David Hernández Salazar, militant révolutionnaire et du mouvement agraire, a été arbitrairement arrêté par les autorités en raison de son implication dans des actes de résistance. Sa libération a pu être rapidement organisée par l'unité d'action des organisations réunies au sein du FORO, à la fois grâce à une défense juridique solide et aux actions politiques de terrain entreprises par la communauté. Dans ce groupement d'organisations, les révolutionnaires se forment et s'organisent ainsi par centaines pour préparer la Guerre populaire et arracher le pouvoir aux grands propriétaires et autorités corrompues, aux ordres de la Révolution populaire et démocratique dans tout le Mexique !

1 Déclaration politique du FORO, publiée sur le blog *Solrojusta*, le 13 janvier 2023.

2 Déclaration politique de l'Assemblée, publiée sur le blog *Solrojusta*, le 14 janvier 2023.

3 Déclaration après l'attaque à Tehuantepec, publiée sur le blog *Solrojusta*, le 1<sup>er</sup> février 2023.

## Paris : hommage à Pierre Overney

**Le 26 février, plus de 70 personnes ont répondu à l'appel de la Cause du Peuple à se réunir pour commémorer Pierre Overney, ouvrier maoïste tué le 25 février 1972 par un vigile de l'usine Renault-Billancourt, alors qu'il distribuait des tracts. Le cortège est allé jusqu'à la tombe de Pierrot qui a été fleurie par les personnes présentes. Nous partageons ici le discours prononcé par la Cause du Peuple.**

« Cher camarades, chers amis,

La Cause du Peuple vous remercie d'avoir fait le déplacement pour rendre hommage à notre camarade Pierre Overney ce matin de février.

À 23 ans, le 25 février 1972, Pierrot est tombé. Il est tombé, abattu froidement par l'assassin Tramoni. Ce même Tramoni, ancien parachutiste des armées de torture du général Massu, justifiera son geste au tribunal en parlant de la « guerre » contre les ouvriers gauchistes.

La guerre, oui, ils la mènent contre nous ! La bourgeoisie maintient son pouvoir par la violence, et l'exemple de Pierrot nous le rappelle constamment. Mais depuis 1972, cette réalité n'a pas changé !

Aujourd'hui, en France, les violences de la bourgeoisie, comme les violences policières sont la conséquence logique de l'ordre capitaliste. Ils souhaitent parquer le prolétariat, notamment les prolétaires immigrés ou d'origine immigrée, et tuer leur révolte dans l'œuf. Comme en 2005 après Zyed et Bouna, comme en 2016 après Adama et Théo.

Au-delà de nos frontières, les milices capitalistes continuent à tuer : au Brésil, aux Philippines, en Inde, des mercenaires embauchés

par les propriétaires terriens et les capitalistes tuent les journaliers agricoles, les paysans. Il y a à peine un mois, deux camarades brésiliens, Mandruva et Estacido, ont été assassinés ainsi. En Palestine, à Naplouse, à Jénine, des dizaines de personnes sont tuées pour s'être révoltées contre l'occupation sioniste de leur terre dans les attaques les plus meurtrières depuis près de 20 ans.

Mais la violence réactionnaire des capitalistes, des exploiters, n'est pas sans réponse ! Là où il y a oppression, il y a résistance !

Comme dans toutes les guerres populaires et les luttes de libération nationales à travers le monde, les peuples prennent leurs affaires en main et rendent coup pour coup face à la barbarie de la bourgeoisie et de ses milices, chiens de garde et soldats meurtriers. Voilà pourquoi, en 1977, Tramoni fut annihilé par la justice de classe, alors que la justice bourgeoise l'avait fait sortir de prison seulement 2 ans après son crime haineux.

Ici en France, tout nous rappelle que pour la bourgeoisie, nous ne sommes que des machines à faire du profit, des chiffres sur un registre de comptes, dont la vie ne vaut rien ! La réforme des retraites honteuse du gouvernement bourgeois de Macron en est un exemple. Ils ne nous voient que comme des bêtes de somme, à faire travailler toujours plus, pour enrichir les mêmes monopoles et

grandes fortunes.

Mais nous savons toutes et tous que la réalité est différente ! Pierre Overney n'était pas qu'une ligne de compte dans l'usine Renault Billancourt, il n'était pas qu'un ouvrier révolutionnaire qui avait été viré pour son agitation. Pierrot, c'était un camarade, un ami, un copain ; et aussi un fils, un frère, un mari, un beau-père pour les enfants de son amie Geneviève. Lorsqu'il est tombé, ce sont des centaines de milliers de cœurs qui se sont serrés, de poings qui se sont levés, de cris de révolte qui ont retenti. Et plus largement, c'est le prolétariat international qui a perdu un combattant, mais la classe n'oublie pas et ne pardonne pas aux exploiters !

Pierrot est tombé pour la cause du peuple ! Il vit à travers elle, à travers notre hommage, non pas seulement comme un souvenir, mais comme un symbole des luttes passées et à venir ! Rendons coup pour coup ! Continuons le combat ! »



## 8 mars : retour en photos

Nous partageons quelques photos des célébrations révolutionnaires du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, en France. Bien entendu, ces photos ne sont pas exhaustives de tout ce qui a été fait pour cette date qui est d'une grande importance pour toute notre classe.



▲ Le 8 mars, blocage féministe d'un lycée à Rennes.

À Limoges, un événement organisé par le Collectif 8 mars avec les chorales révolutionnaires de la région a rassemblé plus d'une centaine de personnes et a entonné notamment la chanson "Les Penn Sardines". ▶

Contingent révolutionnaire à Paris mettant en avant Alexandra Kollontai, Clara Zetkin, Anuradha Ghandy et les femmes martyrs de la révolution en Turquie. ▼



▲ À Caen, le cortège a mis en avant Danielle Casanova, la Camarade Norah et Jiang Qing.

Des graffitis ont été réalisés avec le slogan "Vive le féminisme prolétarien ! Vive le communisme !". Dans plusieurs villes, des affiches portant le même mot d'ordre ont été collées. ▼

◀ Formation sur le féminisme prolétarien à Rennes, avec la projection du film *Coup pour coup*.





## La place des femmes pendant la Commune de Paris

En janvier 1871, le Second Empire de Napoléon III capitule face à la Prusse. Depuis plusieurs mois, la population parisienne subit le siège de l'armée ennemie. Réfugié à Versailles, le gouvernement du président Adolphe Thiers ne cesse de prendre des décisions aggravant les conditions du peuple. Mais au matin du 18 mars 1871, les premières réveillées, ce sont les femmes : elles lancent l'alerte et s'opposent aux troupes venues récupérer les canons, financés par le peuple par souscription, entassés sur la Butte Montmartre. Commence alors la Commune de Paris.

Majoritairement ouvrières, la plupart de ces femmes – encore soumises à l'autorité du mari – travaillent depuis leur domicile pour pouvoir s'occuper de leur famille. Elles sont des employées à faibles coûts et sont même perçues comme des concurrentes des hommes, et leurs salaires le font ressentir en étant deux fois plus faibles. Certaines doivent se prostituer pour pouvoir subvenir aux besoins de leur foyer. Des revendications se font peu à peu entendre. Déjà, à partir des années 1860, certains mouvements féministes avaient commencé à apparaître, revendiquant l'égalité avec les hommes. Mais ces mouvements étaient portés par les femmes intellectuelles, délaissant

complètement la question des femmes du milieu ouvrier. Quand se déroule l'élection de la Commune le 26 mars 1871, les femmes ne possèdent pas le droit de vote : elles n'y participent pas et n'obtiennent aucun poste important. Mais ce n'est de toute façon pas leur première revendication : elles ne tardent pas à prendre d'elles-mêmes la place qu'on ne leur a pas donnée. Des mesures en leur faveur sont d'ailleurs prises en l'espace de seulement deux mois. Elles obtiennent la reconnaissance de

**Les travailleuses sont encouragées à se révolter contre la bourgeoisie et à lutter pour le socialisme**

l'union libre, la fermeture des maisons closes et l'interdiction à la prostitution ainsi que l'égalité salariale, dans un premier temps pour les institutrices.

Au début du mois d'avril, un petit groupe de femmes, qui comprend par exemple Nathalie

Le Mel<sup>1</sup> et Elisabeth Dmitrieff<sup>2</sup> appelle les ouvrières à davantage s'investir dans la vie de la Commune. Le rendez-vous est donné dans un café rue du Temple et l'Union des femmes voit le jour. Cette organisation se compose de comités dans chaque arrondissement de la ville, et d'un comité central. Entièrement connue sous le nom d'« Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés », elle marque le premier mouvement concret du féminisme prolétarien. Les femmes remplacent le rôle de l'Église suite à la séparation avec l'État au sein des écoles et hôpitaux de manière caritative. Les travailleuses sont encouragées à se révolter contre la bourgeoisie et à lutter pour le socialisme. On leur transmet les idées du socialisme scientifique, notamment celle que les femmes ne pourront s'émanciper qu'à travers la libération du prolétariat tout entier. Le 14 avril est d'ailleurs publié un Manifeste, dans le Journal Officiel de la Commune, à l'adresse de la Commission Exécutive : « *Toutes unies et résolues, grandies et éclairées par les souffrances que les crises sociales entraînent toujours à leur suite, profondément convaincues que la Commune, représentante des principes inter-*

<sup>1</sup> Membre de l'Association Internationale des Travailleurs.

<sup>2</sup> Membre de l'Internationale envoyée en France par Marx.



◀ Estampe illustrant la barricade de la Place Blanche défendue par des femmes, durant la semaine sanglante. Date et auteur inconnus.

Photographie  
de Nathalie  
Le Mel. ▶



*nationaux et révolutionnaires des peuples, porte en elle les germes de la révolution sociale, les Femmes de Paris prouveront à la France et au monde qu'elles aussi sauront, au moment du danger suprême, — aux barricades, sur les remparts de Paris, si la réaction forçait les portes, — donner comme leurs frères leur sang et leur vie pour la défense et le triomphe de la Commune, c'est-à-dire du Peuple ! »*

Les ouvrières revendiquent le droit au travail, en organisant le recensement des ateliers délaissés par les patrons blottis au chaud à Versailles auprès du gouvernement, et les transforment en ateliers gérés par le prolétariat lui-même, avec le soutien de la Commune. D'un autre côté, Louise Michel (institutrice) et André Léo (journaliste militante) mettent en place un système d'ambulances, qui est ensuite entièrement pris en charge par les femmes. Elles organisent également des distributions de vêtements et nourriture.

Outre leur organisation et leur investissement irréprochables au sein de la Commune de Paris, les communardes prouvent plus que jamais qu'elles peuvent faire preuve d'autant de combativité que leurs frères. À l'époque, à l'inverse des hommes, elles ne sont pas formées au combat mais elles ne reculent pas pour autant devant l'adversité. Au contraire, elles se tiennent en réelles combattantes sur les barricades. Le 17 mai, « l'Appel aux Ouvrières » est produit par l'Union des femmes dans le but de créer différentes chambres syndicales au sein de la ville, mais ce projet est interrompu par l'arrivée des Versaillais à Paris. C'est le début de ce que l'on appelle aujourd'hui « la semaine sanglante ». Des milliers d'ouvrières s'opposent aux envahisseurs en première ligne de combat et ne reculent en rien face à la répression. « *Opposer aux envahisseurs une barrière de flammes plutôt que de se rendre* », disait Louise Michel. Nombre de femmes défendent la gare de Montparnasse au prix de leur vie.

Lorsque le gouvernement reprend les lieux, beaucoup des communardes sont exécutées ou emprisonnées. Mais aucun de leurs sacrifices n'aura été vain : les quelques mois qu'ont duré la Commune de Paris ont prouvé l'importance capitale de la place que les femmes travailleuses doivent occuper. Par l'organisation dont elles ont fait preuve, que ce soit avec l'Union des femmes ou dans différents clubs, elles se sont montrées tout aussi capables que les hommes, et leur courage a été reconnu. Surtout, l'année 1871 n'est pas seulement celle de la naissance d'un véritable féminisme prolétarien, mais démontre que l'émancipation des femmes et celle du peuple tout entier sont des combats communs.

## 23 mai 1871 : une barricade tenue par des femmes

Dans la partie « Rapports militaires » du Journal officiel de Paris pendant la Commune, daté du 24 mai, on peut lire :

*« La butte Montmartre n'est pas restée inactive cette nuit. [...] Les deux quartiers de Batignolles et de Montmartre sont formidablement défendus. [...] Je ne puis détailler ici chaque barricade. Il y en a à tous les coins de rue, mais il y en a une qui mérite une mention particulière. Elle s'élève sur la place Blanche. Elle est parfaitement construite et défendue par un bataillon de femmes, cent vingt environ. »*

Le bataillon est mené par Nathalie Le Mel. Armée d'un revolver, en caraco noir, elle dirige des jeunes femmes toutes armées de fusils et portant des brassards d'ambulancières. Une fois les travaux de retranchement terminés, c'est elle qui a planté le drapeau rouge au sommet des pavés. Pour se faire reconnaître, elle porte des insignes : ceinture, écharpe et cocarde rouges. Pendant quatre heures, le bataillon de femmes tient en échec les troupes d'Adolphe Thiers, qui sont chargées de reprendre la butte. Le courage et la détermination de ces barricadières « *terribles* » et « *superbes* » arrachent parfois des cris d'admiration mêlés d'effroi à leurs pires ennemis et stupéfient leurs amis. Après une lutte acharnée, la barricade finit par tomber. Une cinquantaine de rescapées, menées par Le Mel, se replient à proximité, place Pigalle. Quelques jours plus tard, lorsqu'elle apprend l'incendie des Tuileries, elle se réjouit : « *Comme nous ne voulons plus de roi, nous n'avons plus besoin de château !* »



# L'exploitation du prolétariat et la surexploitation des femmes prolétaires

**Derrière l'oppression des femmes se cache un élément fondamental, déterminant l'ensemble des autres variables de cette oppression : c'est l'exploitation de ces dernières.**

Chaque année, les associations féministes, le gouvernement et une somme d'intellectuels prétendent dénoncer cette exploitation en mettant en avant une date « à partir de laquelle les femmes travaillent gratuitement », sous-entendu « pour les hommes ». On voit alors des femmes aisées, des journalistes, des ministres et même des patronnes s'en offusquer ; cette année le 4 novembre. Ce que ces femmes bourgeoises oublient, alors qu'elles ne produisent rien et bénéficient du capitalisme, c'est que l'exploitation des femmes ne se fait pas de manière abstraite. Elle se fait au sein de la classe. L'exploitation capitaliste se base sur ce que l'on appelle le "vol de la plus-value", c'est-à-dire la captation d'une partie de la richesse que nous produisons, au détriment de notre salaire. Alors que notre classe produit l'intégralité de la richesse, nous n'en bénéficions et ne décidons de l'utilisation de cette richesse qu'à hauteur de notre salaire.

La date du 4 novembre est faussée et sous-estime largement la surexploitation des femmes. Elle se base sur les écarts de rémunération horaires, incluant certes les emplois prolétaires, mais aussi et surtout les postes à

responsabilité et l'ensemble des postes d'encadrement, où les écarts de salaires horaires sont les plus grands entre femmes et hommes. Pour le prolétariat, il y a l'exploitation des femmes dans la division entre travail dit "productif" (la production marchande) et travail dit "reproductif" (l'entretien de la famille, l'aide à la personne), notamment dans le travail domestique. De plus, au sein de notre classe, cet

## Au sein du prolétariat, l'appauvrissement et la subordination des femmes se font principalement par les temps partiels

appauvrissement et cette subordination des femmes se font principalement par les temps partiels (déclaré ou non comme subis), nécessaires pour assurer plus de temps dédié à l'entretien du foyer et l'éducation des enfants. Cela enferme les femmes prolétaires dans des contrats précaires, les rendant d'autant plus vulnérables aux yeux du patronat et dépendantes dans le cadre du mariage.

Il y a quelques mois, le magazine Marianne a publié ce qu'ils ont appelé le « jour du dépassement capitaliste », fixé au 22 septembre :

jour symbolique à partir duquel les salariés de France ne travaillent plus pour eux, mais pour les actionnaires. Alors, comment les salariés de France en général pourraient être effectivement exploités à partir du 22 septembre, et les femmes en particulier, à partir du 4 novembre ? Cela ne tient pas la route. Cette donnée est elle aussi biaisée, ne prenant en compte que les salariés des entreprises du CAC40, y incluant l'ensemble des éléments non productifs, notamment le grand nombre de cadres vivant en France, pour une majorité d'ouvriers travaillant dans les pays exploités. Là encore, sous des airs faussement progressistes, les grands médias se gargarisent dans une dénonciation en trompe l'œil de l'exploitation du prolétariat de France.

Si l'on prenait pour acquises ces deux données en plaçant de l'écart salarial horaire au sein du « jour du dépassement capitaliste » (deux données que nous remettons en cause ici), alors on pourrait placer le jour à partir duquel les femmes travaillent gratuitement aux alentours du 21 août 2022. En réalité, considérant les carrières hachées et temps partiels subis dans l'équation, l'exploitation des femmes prolétaires débute encore bien avant. Jamais on ne verra les grands médias, les organisations féministes bourgeoises et le gouvernement calculer cette date clé pour la simple raison qu'il mettrait en lumière une chose : les femmes prolétaires ont raison de se révolter !

# Jeux olympiques : un événement (im)populaire

**Le lancement des jeux olympiques d'été 2024 en France approche à grand pas, le planning est annoncé et les premiers billets sont vendus. Vendus, mais à quel prix ?**

On pourrait prendre la question au premier degré, auquel cas on serait effarés des sommes exorbitantes qu'il faut dépenser pour obtenir une place pour voir son sport préféré. On a pu voir passer des billets à plusieurs centaines d'euros, des prix rendant l'accès aux événements très difficiles, voire impossible.

Mais ce n'est pas de ce prix là dont on va parler dans cet article. Car les Jeux olympiques, c'est aussi un projet pharaonique, impliquant des milliards d'euros de dépenses. Pour la création des équipements nécessaires à la tenue de l'événement, il a ainsi fallu investir 7 milliards d'euros d'argent public dans de nouveaux stades, piscines, etc. Les équipements ainsi construits pourront bien sûr servir après la fin des Jeux pour promouvoir le sport populaire, comme nous veut nous le faire croire



▲ Un travailleur sans-papier malien pose avec sa carte d'accès au chantier d'un centre d'entraînement aquatique des JO de Paris près de la Courneuve, le 15 décembre 2022.

les équipements sportifs français se livrent à des pratiques anti-masses. Elles emploient des travailleurs sans papiers, dont les droits

plus stricte les conditions de travail sur les chantiers.

**« On fait ça pour la famille au Mali, qu'on fait vivre. Tous ces beaux stades sont construits par des gens pauvres qui sont exploités. C'est toujours à 80 % des immigrés qui font le boulot. On voit des Maliens, des Portugais, des Turcs. Et les Français... dans les bureaux. »**

Un ouvrier sans-papiers de 43 ans, anonyme (témoignage paru le 20 janvier 2023 dans une enquête de l'AFP).

le gouvernement depuis le début du projet. L'histoire nous montre cependant que bien trop souvent, les équipements olympiques sont laissés à l'abandon après la tenue des Jeux, car peu adaptés à la pratique populaire du sport... et bien trop coûteux à entretenir. Si les infrastructures des Jeux olympiques de 2024 connaissent le même sort que celles d'Athènes en 2004 ou de Pékin en 2008, ce seront donc 7 milliards d'euros investis dans du vide, 7 milliards pour un événement censé promouvoir la pratique sportive sans se donner les moyen de cet objectif.

À cela il faut aussi ajouter le coût humain, car certaines entreprises chargées de moderniser

ne sont pas respectés, qui constituent une des franges les plus exploitées du prolétariat. C'est toujours le même principe, utiliser la fragilité de ces populations, corvéables à merci sous la pression de sanctions pouvant entraîner leur déportation. Cette utilisation de travailleurs précaires et exploités n'est pas nouvelle ni une exclusivité française. Chaque nouvel événement sportif de grande ampleur nous le montre (voir l'article sur la Coupe du monde de football, dans le n°65 de la Cause du Peuple). La situation pour les Jeux olympiques est telle que l'inspection du travail a mis en place une cellule spécialisée dans le contrôle des entreprises mandatées pour la réalisation des ouvrages, censée contrôler de manière

Nous nous trouvons donc à un an d'un événement inaccessible pour la grande majorité de la population, dont la préparation s'est faite par l'exploitation du prolétariat immigré et dont les infrastructures vont soit tomber en ruine, soit participer à la gentrification de la banlieue parisienne. Car, cerise sur le gâteau, l'organisation des Jeux par la capitale s'inscrit dans la politique du Grand Paris de rendre plus « attractifs » les quartiers de banlieue pour les investisseurs privés, en repoussant toujours plus loin les populations précaires.

► Lire l'article « Coupe du monde de 2022 au Qatar : comble de la corruption impérialiste » :



# JEUX



La maison d'édition Soleil Rouge veut rendre accessibles aux masses populaires leur histoire de classe, et la théorie révolutionnaire qui guide leurs luttes. Plusieurs ouvrages sont disponibles à l'achat sur [editionsoleilrouge.com](http://editionsoleilrouge.com)



## Biblio marxiste

Approfondir votre réflexion théorique, chercher des sources : des milliers de textes sont disponibles gratuitement sur la Bibliomarxiste : [bibliomarxiste.net](http://bibliomarxiste.net)

## la Cause du peuple

Contactez-nous si vous souhaitez :

- ▶ Envoyer un article ou une production artistique
- ▶ Donner votre avis sur le numéro ou faire des propositions pour les prochains
- ▶ Diffuser le journal dans votre quartier

O	R	Q	T	A	O	K	B	W	M	M	V	M	J	R	I	Z	Z	C	F
V	E	P	P	R	O	L	E	T	A	R	I	E	N	O	I	H	O	Z	Z
C	C	X	D	I	T	R	P	X	Q	E	V	I	V	O	Q	A	H	Z	Y
E	R	X	C	H	U	X	A	C	O	V	D	D	A	V	W	E	T	C	V
N	O	F	G	E	Z	V	J	S	F	O	F	M	E	E	A	V	G	P	J
U	L	S	U	A	J	K	E	N	Y	L	Y	E	V	Z	U	O	I	I	M
M	X	O	D	O	I	T	G	B	Y	U	Y	F	M	N	G	J	M	K	R
M	B	H	Y	Z	I	M	N	M	I	T	Y	N	Y	M	M	C	R	J	V
O	Y	S	E	A	S	I	O	O	S	I	F	L	P	D	E	H	G	H	S
C	T	U	R	N	V	U	O	O	K	O	O	I	D	G	N	S	C	A	E
I	T	T	E	U	I	F	E	M	I	N	I	S	M	E	T	B	B	L	M
U	E	O	R	C	E	T	M	T	S	S	W	G	U	C	A	O	A	W	S
R	G	L	I	S	Y	U	E	F	Y	U	U	Q	T	W	T	T	C	C	I
A	O	Y	A	N	Z	M	O	R	T	T	I	G	J	A	I	U	X	I	C
Q	T	M	L	K	R	C	U	B	P	X	U	C	G	E	O	A	H	C	S
V	U	P	A	W	O	Z	Z	D	E	G	Z	E	U	T	N	D	I	Y	A
K	Z	I	S	V	W	M	W	M	D	E	C	D	M	Z	V	M	E	V	F
J	H	Q	R	T	Z	E	B	E	G	A	C	O	L	B	H	C	P	Y	I
V	I	U	V	P	M	H	O	I	L	W	R	H	R	E	C	F	S	E	G
O	V	E	R	N	E	Y	L	M	Q	Q	M	C	Z	C	P	F	Y	E	L

### Mots à trouver :

- |             |              |
|-------------|--------------|
| FEMINISME   | BLOCAGE      |
| PROLETARIEN | OHIO         |
| COMMUNE     | OVERNEY      |
| RETRAITES   | OLYMPIQUE    |
| MEXIQUE     | SALAIRE      |
| FASCISME    | AUGMENTATION |
| EBOUEURS    | FEMMES       |
| SABOTAGE    | REVOLUTION   |

### Solutions du dernier numéro

1. Générale ; 2. Réformisme ; 3. Socialisme ;
4. Burkina Faso ; 5. UFC ; 6. France ; 7. LCP ;
8. Combatif ; 9. Entraide ; 10. Retraite ; 11. Indonésie

**Ensemble, créons enfin un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire !**